

Chine : nouvelles ambitions pour une nouvelle ère ?

Devenue un marché attractif mais difficile d'accès, la Chine se projette à l'étranger. Elle pourrait clarifier ses intentions face aux craintes que suscitent ses ambitions internationales et la lenteur de ses réformes. *Jean-Jacques de Dardel, Dimitri Pittet, Aurèle Aquillon*

Abrégé Quarante ans après l'amorce de réformes par Deng Xiaoping, les yeux du monde sont rivés sur la Chine et sa croissance exceptionnelle. Celle-ci en a fait un marché attractif, bien qu'encore imparfait en raison des difficultés éprouvées par les entreprises étrangères pour s'y implanter. Elle a aussi légitimé la direction choisie par le Parti communiste chinois et permis au président Xi Jinping de grandement consolider son pouvoir. Forte de cette nouvelle donne, la Chine se projette désormais à l'international. La Nouvelle route de la soie et le discours prononcé par Xi Jinping à Davos en janvier 2017 en sont de parfaites illustrations. Néanmoins, tant ces ambitions internationales que la lenteur des réformes suscitent des inquiétudes en Europe et ailleurs. Un prochain plénum du Bureau politique du Parti pourrait apporter plus de clarté sur la manière dont la Chine entend jouer son rôle de grande puissance sur la scène internationale.

Du 5 au 10 novembre 2018 se déroulait le premier Salon international dédié uniquement aux importations (CIIE). Dans un contexte économique particulièrement crispé par les tensions commerciales avec les États-Unis, et 40 ans après l'amorce de réformes, Pékin affichait sa détermination d'assumer son rôle de géant économique. Plus de 3000 entreprises internationales ont présenté leur expertise et signé des contrats pour près de 58 milliards de dollars¹. Dix ans après les Jeux olympiques de Pékin, la CIIE incarne une Chine contemporaine, à la fois héritière d'une culture millénaire et moteur de la croissance mondiale.

Le président Xi Jinping veut asseoir la puissance politique et économique internationale de la République populaire d'ici au centenaire de sa fondation en 2049. Pour y parvenir, des réformes menées grand train ont créé un marché attractif, mais souvent difficile d'accès. Le développement économique de la Chine lui offre une légitimité à se projeter à l'étranger, notamment à travers la Nouvelle route de la soie (« Belt and Road Initiative », BRI), ce

qui n'est toutefois pas sans susciter quelques inquiétudes.

La main bien visible du Parti

Les réformes lancées en 1978 à la suite du XI^e congrès du Parti communiste chinois (PCC) sont considérées comme le virage ayant permis la libéralisation « accompagnée » de l'économie qui a caractérisé l'ère Deng Xiaoping. Nommées « réformes et ouverture », ces politiques ont posé les bases de ce que le PCC nomma ensuite le « Socialisme de marché », le « Socialisme à caractéristiques chinoises », puis, enfin, le « Socialisme à caractéristiques chinoises pour une Nouvelle ère » sous Xi Jinping.

Ce revirement a touché tour à tour l'agriculture, l'industrie, les sciences et technologies ainsi que la défense nationale. L'abandon de la collectivisation des campagnes, qui avait causé plusieurs famines durant l'ère maoïste, en a été la première étape majeure. La libéralisation « surveillée » de l'accès au marché chinois a ensuite attiré les investissements étrangers – « surveillée », car le PCC a conservé un droit de regard sur les risques encourus par son économie. En somme, la main bien visible du Parti a guidé la main invisible du marché.

Une fois la première vague d'ouverture couronnée de succès, le PCC s'est attaqué à la privatisation des secteurs tenus par les entreprises d'État et à une dérégulation limitée. Ces réformes ont fait bondir la croissance durant les années 1980, 1990 et 2000. Elles ont également mis en lumière le poids du politique sur l'économie. Ainsi, à l'image de la CIIE ou de la BRI, c'est toute l'administration centrale qui se consacre à la réalisation d'un projet lorsque le PCC le

¹ CNBC (2018), « China's trade expo logs nearly \$58 billion of deals: state media ».

La route du Karakorum relie la Chine au Pakistan. Elle doit être réaménagée dans le cadre de la « Belt and Road Initiative ».



requiert. La République populaire de Chine devient alors le lieu de tous les possibles.

Un marché à caractéristiques chinoises

En confiance grâce à ses succès, la Chine est prête à assumer son rôle de puissance économique majeure: en 2017, Xi Jinping a choisi la Suisse pour se positionner en chantre du libre-échange et du multilatéralisme. Dans son discours au Forum économique mondial (WEF) de Davos (GR), il s'est opposé à la tendance protectionniste naissante des États-Unis. Depuis, l'intensification de cette orientation n'a fait que renforcer l'engagement multilatéral chinois, qui se matérialise notamment à travers de nouvelles réformes économiques dont bénéficient les entreprises étrangères.

Toutefois, à y regarder de plus près, les promesses d'ouverture et de libéralisation peinent à se réaliser. De nombreuses entreprises se heurtent encore à l'insécurité juridique, aux violations de la propriété intellectuelle et aux transferts de technologie plus ou moins forcés. Elles souffrent également d'accès inégaux au marché ou aux investissements. Le politique continue d'intervenir dans l'économie et certaines firmes étrangères travaillant avec les

entreprises étatiques ont même été invitées à consulter certains employés membres du PCC, réunis en cellules, lors de prises de décisions, ce qui illustre l'expansion du dirigisme gouvernemental hors de la sphère macroéconomique. Néanmoins, la protection de l'environnement ainsi que l'accès aux biens de consommation et aux soins ont, eux, été profondément améliorés².

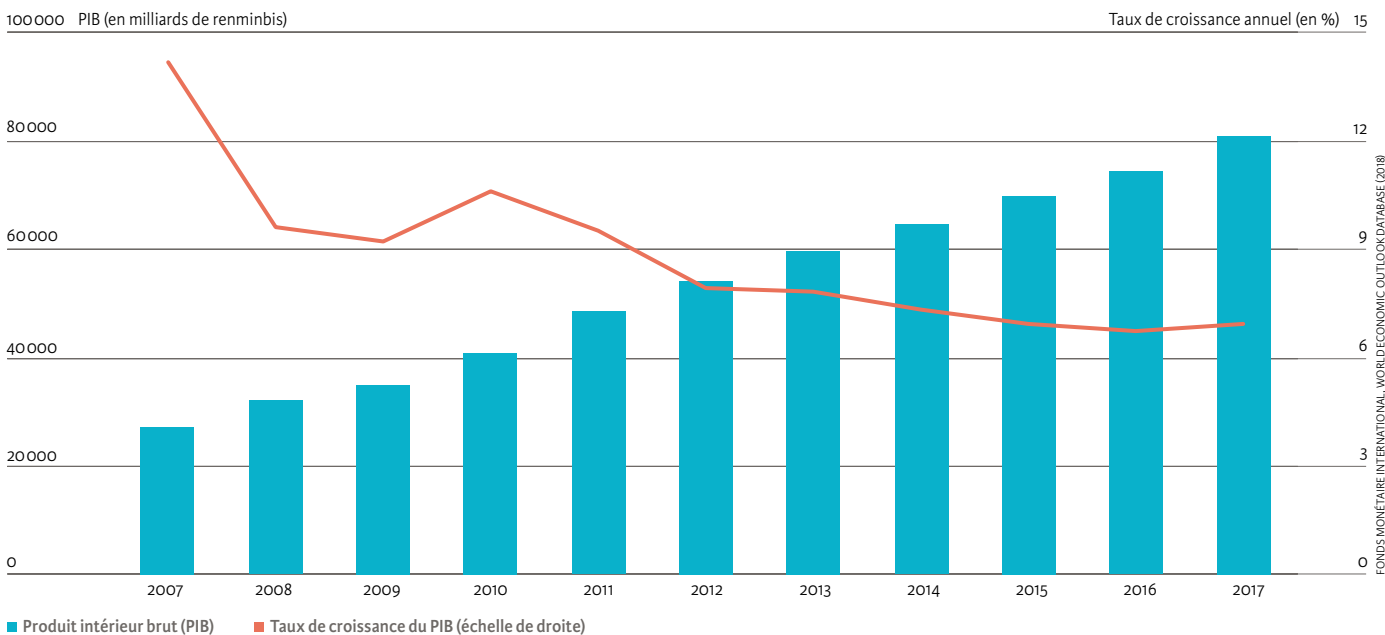
Qu'on ne s'y méprenne pas: l'économie chinoise se porte bien. Si la croissance a ralenti, comme prévu par le PCC dans le cadre de la «nouvelle normalité», le taux de 6,9 % affiché en 2017³ reste impressionnant (voir *illustration*). Et il ne devrait être que peu touché par les mesures tarifaires américaines. Selon un scénario optimiste, la pression des États-Unis ou les attentes des pays européens pourraient accélérer l'ouverture chinoise. S'il est fondamental pour Pékin de ne pas perdre la face vis-à-vis de Washington, la Chine montrerait concrètement qu'elle est bel et bien une championne du libre-échange en menant à terme les réformes annoncées. Mais son économie restera, quoi qu'il arrive, assujettie au politique.

Le dynamisme de l'économie chinoise et les promesses faites à la communauté économique internationale ont aiguisé les appétits, et les entreprises suisses ne sont pas en reste. La taille et le développement du pouvoir d'achat de la classe

² European Chamber (2018), «18 Months since Davos».

³ Banque Mondiale (2018), «Croissance du PIB (% annuel)».

Évolution du produit intérieur brut de la Chine (2007–2017)



moyenne chinoise sont inégalés. Pour beaucoup, le jeu en vaut la chandelle, même si le marché reste difficile d'accès et que les évolutions réglementaires semblent de plus en plus défavorables aux entreprises étrangères.

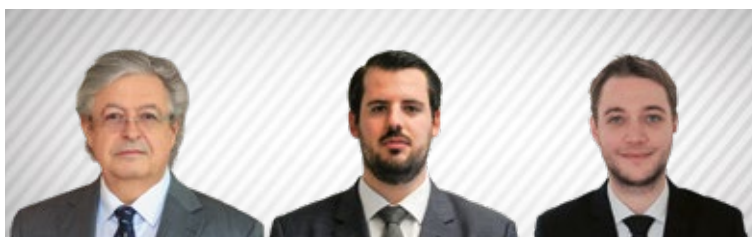
Des grains de sable dans les rouages ?

La Chine a montré sa capacité à refaçonner son économie. Depuis l'abandon de la limite du nombre de mandats présidentiels en mars 2018, le président Xi est celui qui concentre le plus de pouvoir depuis Mao Zedong. Ce faisant, il a annoncé son souhait de rester à la barre du pays jusqu'au « Renouveau national », à savoir la réalisation de la société moderne socialiste et « à caractéristiques chinoises ». Il aspire surtout d'ici là à rétablir la Chine comme puissance politique et économique internationale. Dès lors, ses ambitions peuvent-elles encore être freinées ?

Deux problèmes existent. Le premier, déjà évoqué, est l'accès compliqué au marché chinois et les risques encourus par les entreprises étrangères. La seconde difficulté réside dans la méfiance suscitée par les ambitions internationales de la Chine. Galvanisée par ses succès domestiques, la République populaire a lancé son « projet du siècle », la BRI. Plan Marshall sous stéroïdes, cette initiative répond à un réel besoin d'infrastructures dans les régions les plus pauvres de la Chine ainsi que dans d'autres parties du monde. En revitalisant des voies commerciales peu utilisées et en en créant de nouvelles, cette initiative doit permettre au commerce

mondial et à ses bénéficiaires de croître exponentiellement. Toutefois, certains l'interprètent à la fois comme une tentative d'expansion de l'influence économique et un placement géostratégique des intérêts chinois. Multilatérale mais non institutionnalisée, dépassant le cadre national, l'initiative souffre depuis quelques mois des critiques liées aux dangers d'assujettissement causés par les dettes contractées par les pays partenaires. Ces deux phénomènes ont participé au choix de Washington de considérer Pékin comme un « concurrent stratégique ».

Un plénum du Bureau politique du PCC pourrait s'attaquer à ces questions prochainement et apporter davantage de clarté sur la future orientation de la Chine. À cette dernière de dépasser les effets d'annonce, de réaliser les réformes si souvent évoquées et de rassurer ses partenaires – dont la Suisse et ses entreprises – sur ses intentions.



Jean-Jacques de Dardel

Ambassadeur et chef de mission, Ambassade de Suisse en Chine, Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), Pékin

Dimitri Pittet

Conseiller spécialisé, section Économie, finances et commerce, Ambassade de Suisse en Chine, Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), Pékin

Aurèle Aquillon

Conseiller spécialisé, section Politique, Ambassade de Suisse en Chine, Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), Pékin